

Bordereau attestant l'exactitude des informations - LIMOGES - 8701 - Documents comptables (B-C) - Dépôt le 24/07/2026 - 5030 - 1990 B 00125 - 377 573 514 - LIMOUSINE DE GESTION ET D'INVESTISSEMENT



JPA LIMOGES

KPMG S.A.
25 rue Hubert Curien
Parc d'activité Romanet
87000 Limoges

48 cours Gay Lussac
87000 Limoges

SAS Limousine de Gestion et d'Investissement

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025
SAS Limousine de Gestion et d'Investissement
123 Rue de Feytiat - 87000 LIMOGES

Ce rapport contient 27 pages.

KPMG SA, société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts-comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92086 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



JPA LIMOGES

KPMG S.A.
25 rue Hubert Curien
Parc d'activité Romanet
87000 Limoges

48 cours Gay Lussac
87000 Limoges

SAS Limousine de Gestion et d'Investissement

123 Rue de Feytiat - 87000 LIMOGES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société SAS Limousine de Gestion et d'Investissement,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SAS Limousine de Gestion et d'Investissement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes consolidés.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- La note I de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables retenues par le groupe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans cette note de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- La note I – 2 – 2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'amortissement des écarts d'acquisition positifs. Nous nous sommes assurés que le traitement retenu était conforme à la réglementation en vigueur.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une



JPA LIMOGES

opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Limoges, le 29 juin 2026

KPMG S.A.



29/06/2026 15:19

Signé par **Elisabeth Leflaive**

Elisabeth Leflaive

Associée

Limoges, le 29 juin 2026

JPA LIMOGES



29/06/2026 15:24

Signé par **Richard Bonnet**

Richard Bonnet

Associé

groupe PERICAUD

« CONSOLIDE »

AU 31 DECEMBRE 2025

Bilan actif consolidé

	Valeurs brutes	Amortissements	Dépréciations	Clôture	Ouverture
Immobilisations incorporelles	4 424	(634)		3 790	3 899
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	245	(100)		145	107
Droit au bail	16			16	16
Fonds commercial	(0)			(0)	(0)
Ecart d'acquisition	4 163	(535)		3 629	3 776
Immobilisations corporelles	15 804	(9 482)		6 323	6 004
Terrains	656			656	656
Agencements et aménagements de terrains	226	(166)		59	63
Constructions	6 249	(3 907)		2 343	2 606
Constructions sur sol d'autrui	34	(18)		16	18
Installations techniques, matériel & outillage	2 820	(2 169)		651	598
Autres immobilisations corporelles	2 775	(1 281)		1 494	1 316
Matériel de bureau	2 531	(1 847)		685	583
Matériel de transport	482	(94)		388	12
Immobilisations corporelles en cours	31			31	151
Immobilisations financières	668			668	667
Créances rattachées à des participations - courant	100			100	100
Intérêts courus sur créances et prêts	1			1	6
Titres immobilisés (non courants)	18			18	17
Prêts	5			5	
Dépôts et cautionnements versés	540			540	540
Autres créances immobilisées	3			3	3
Titres mis en équivalence					
Actif immobilisé	20 896	(10 116)		10 780	10 569
Stocks et en-cours	49 314		(1 873)	47 440	59 176
En-cours de biens	370			370	244
En-cours de services	31			31	54
Produits intermédiaires finis	118			118	134
Stocks de marchandises	48 795		(1 873)	46 922	58 744
Clients et comptes rattachés	8 262		(133)	8 130	9 196
Clients et comptes rattachés - courant	8 262		(133)	8 130	9 196
Autres créances et comptes de régularisation	8 006			8 006	8 135
Avances et acomptes versés sur commandes	280			280	100
Créances sur personnel & org. Sociaux - courant	28			28	42
Impôts différés - actif	70			70	82
Créances fiscales hors IS - courant	858			858	445
Etat, Impôt sur les bénéfices - courant	323			323	322
Comptes courants - courant	17			17	11
Autres créances - courant	5 410			5 410	6 250
Charges constatées d'avance - courant	1 021			1 021	884
<i>Dont Impôts différés Actif</i>	<i>70</i>			<i>70</i>	<i>82</i>
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	866			866	1 416
Actif circulant	66 448		(2 006)	64 442	77 923
Total Actif	87 344	(10 116)	(2 006)	75 222	88 492

Bilan passif consolidé

Clôture

Ouverture

Capital	300	300
Primes liées au capital	518	518
Réserves et résultat consolidés	10 288	11 434
Autres réserves et report à nouveau	877	895
Réserves de consolidation groupe	10 557	9 573
Résultat net (Part du groupe)	(1 146)	966
Autres	37	56
Capitaux propres (Part du groupe)	11 143	12 307
Intérêts minoritaires	496	502
Intérêts minoritaires - Réserves	501	474
Intérêts minoritaires - Résultat	(5)	27
Total des capitaux propres	11 639	12 809
Provisions	11	7
Dettes financières	25 083	24 995
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	11 341	13 804
Autres emprunts et dettes assimilées - non courant	8 256	8 320
Intérêts courus sur emprunts	15	11
Concours bancaires (trésorerie passive)	5 472	2 860
Fournisseurs et comptes rattachés	30 089	43 328
Dettes fournisseurs - courant	30 089	43 328
Autres dettes et comptes de régularisation	8 401	7 353
Avances, acomptes reçus sur commandes	1 256	1 219
Dettes sociales - courant	2 534	2 561
Dettes fiscales (hors IS) - courant	3 175	2 255
Impôts différés - passif	3	
Etat - impôts sur les bénéfices - courant		68
Comptes courants groupe - courant	582	707
Autres dettes - courant	730	478
Charges à payer (Quote part pertes SNC)		4
Produits constatés d'avance - courant	121	61
Dettes	63 572	75 677
Compte de liaison Titres - Ecart d'acquisition		
Total Passif	75 222	88 492

Compte de résultat

2025

2024

Chiffre d'affaires	171 530	163 334
Ventes de marchandises	178 655	170 220
Production vendue de biens	5 583	5 761
Production vendue de services	2 974	1 946
Produits des activités annexes	4 624	3 158
Rabais, remises et ristournes accordés	(20 306)	(17 752)
Autres produits d'exploitation	2 973	2 511
Production stockée	87	(46)
Subventions d'exploitation	213	452
Subventions	18	
Reprise sur provisions d'exploitation	7	10
Rep./Dépr. sur actif circulant	2 411	1 741
Produits de cessions immobilisation incorporelles - corporelles	105	
Transferts de charges d'exploitation		333
Autres produits	131	21
Achats consommés	(146 553)	(137 731)
Achats de marchandises	(130 814)	(138 161)
Achats d'études et prestations de services	(2 103)	(2 032)
Achats non stockés de matières et fournitures	(1 125)	(1 131)
Variation stocks de marchandises	(12 255)	3 908
Achat m.p., fournit. & aut. appro.	(255)	(316)
Charges de personnel	(14 064)	(13 033)
Rémunérations du personnel	(10 549)	(9 629)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(3 774)	(3 404)
Autres charges de personnel	260	(0)
Autres charges d'exploitation	(9 135)	(8 397)
Sous-traitance	(979)	(528)
Redevances de crédit-bail et assimilées		(11)
Locations immobilières et charges locatives	(2 204)	(2 153)
Locations mobilières et charges locatives	(254)	(237)
Entretien et réparations	(1 063)	(849)
Primes d'assurances	(321)	(254)
Autres services extérieurs	(346)	(321)
Personnel détaché et intérimaire	(277)	(831)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(720)	(536)
Publicité, publications, relations publiques	(1 638)	(1 553)
Transport	(199)	(205)
Déplacements, missions et réceptions	(132)	(157)
Frais postaux et frais de télécommunications	(300)	(205)
Frais bancaires	(369)	(312)
Autres charges externes	(98)	(94)
Valeurs comptables immos incorporelles et corporelles cédées	(101)	
Autres charges	(133)	(151)
Impôts et taxes	(1 542)	(1 313)
Impôts et taxes sur rémunérations	(222)	(207)
Autres impôts et taxes	(1 320)	(1 107)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(3 083)	(2 795)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(19)	(5)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(1 038)	(715)
Dot. aux provisions d'exploitation	(11)	(7)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(2 015)	(2 068)
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort. et dép. EA	127	2 575

Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acquisition	(19)	(19)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(19)	(19)
Résultat d'exploitation après dotations aux amort. et dép. EA	107	2 555
Charges et produits financiers	(1 366)	(1 337)
Produits financiers	2	7
Autres produits financiers	2	7
Charges financières	(1 368)	(1 343)
Charges d'intérêts	(1 368)	(1 343)
Charges et produits exceptionnels		8
Produits exceptionnels		68
Charges exceptionnelles		(60)
Impôts sur les résultats	107	(233)
Impôt sur les bénéfices		(345)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	16	105
Impôts différés	(15)	5
Carry-back	106	2
Résultat net des entreprises intégrées	(1 152)	993
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 152)	993
Intérêts minoritaires	(5)	27
Résultat net (part du groupe)	(1 146)	966

Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31-déc.-25	31-déc.-24
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>		
Résultat net des sociétés intégrées	-1 152	993
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>	1 110	681
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions nettes de reprises ⁽¹⁾	1 117	709
Variation des impôts différés	15	-5
Plus-values de cession, nettes d'impôts	-4	-18
Subventions d'investissement virées au résultat	-18	-5
Elimination des QP de résultats des sociétés MEE		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-42	1 675
<i>Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence</i>	0	0
<i>Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :</i>	723	-4 594
Incidence de la variation des stocks et en-cours ⁽²⁾	11 736	-3 473
Incidence de la variation des clients et autres débiteurs ⁽²⁾	1 096	-4 382
Incidence de la variation des fournisseurs et autres créditeurs	-12 109	3 261
Flux net de trésorerie généré par l'activité	681	-2 919
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Acquisition d'immobilisations	-1 431	-2 122
Produits de cession d'immobilisations, nets d'impôts	112	32
Incidence des variations de périmètre	0	-1 956
Subventions d'investissement reçues	0	0
Variation nette des placements à court terme	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 319	-4 046
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société consolidante	0	-150
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0
Augmentation de capital en numéraire	0	0
Emissions d'emprunts	12 732	13 287
Remboursements d'emprunts	-15 256	-10 027
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-2 524	3 109
VARIATION DE TRESORERIE	-3 162	-3 855
Trésorerie d'ouverture	-1 444	2 426
Trésorerie de clôture	-4 606	-1 444
Incidence des variations de présentation	0	0

GROUPE PERICAUD – SAS LGI

Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2025

(Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

I – Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des comptes consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

I – 1. Référentiel comptable

Les comptes du Groupe sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés.

Un changement de réglementation appliqué de manière prospective a eu lieu au cours de l'exercice avec l'application à compter du 1er janvier 2025 du règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Conformément à l'article 271-2 du règlement ANC n°2020-01 relatif aux comptes consolidés, les méthodes comptables générales prévues par le PCG s'appliquent pour l'établissement des comptes consolidés, sous réserve de l'application des méthodes propres à la consolidation, obligatoires ou optionnelles, prévues par ce règlement.

En conséquence, l'entrée en vigueur de ce règlement a produit les effets suivants sur les comptes consolidés :

- La nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel : les éléments exceptionnels sont désormais limités à ceux directement liés à un événement majeur et inhabituel, et complétés de certains éléments inscrits par nature en exceptionnel (enregistrements liés à des opérations fiscales comme les amortissements dérogatoires, changements de méthode et correction d'erreur) ;
- La suppression de la technique des transferts de charges.

I – 2. Modalités de consolidation

I – 2 – 1. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Certaines participations répondant à ces critères, mais dont l'importance rapportée aux comptes consolidés n'est pas significative, ne sont pas consolidées. Les titres de ces sociétés et les autres titres de participation figurent pour leur prix d'acquisition, sous déduction le cas échéant des provisions appropriées.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

I – 2 – 2. Ecart d'acquisition

L'écart de première consolidation constaté lors d'une prise de participation, égal à la différence, à la date d'acquisition, entre le prix d'achat des titres de participation et les capitaux propres retraités des sociétés achetées, est affecté aux postes appropriés du bilan consolidé, la partie non affectée étant inscrite soit à la rubrique écart d'acquisition à l'actif du bilan, soit en provision pour risques au passif.

Les écarts d'acquisition positifs des filiales consolidées sont amortis sur une durée de 15 ans à compter de la date effective d'acquisition

Les écarts d'acquisition jugés non significatifs (inférieurs à 50 k€) font l'objet d'une reprise exceptionnelle ou d'une dotation immédiate.

L'application du Règlement 2015-07 a eu pour conséquence la réintégration des parts de marchés qui figuraient sur la ligne fonds de commerce au 31 décembre 2015 en écarts d'acquisition pour un montant net de 898 k€.

Le groupe a choisi de conserver les durées d'utilisation antérieurement déterminées pour tous les écarts d'acquisition inscrits au bilan consolidé à la clôture de l'exercice précédent soit un plan d'amortissement sur 15 ans.

Pour les nouveaux écarts d'acquisition comptabilisés à compter du 1er janvier 2016, le groupe a considéré qu'il n'y avait pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle ils procureront des avantages économiques. Ces écarts d'acquisition ne sont donc pas amortis.

Ils font l'objet d'une dépréciation complémentaire si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

I – 3. Date de clôture

Les sociétés sont consolidées sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2025.

I – 4. Méthodes et règles d'évaluation

Les comptes sociaux des sociétés consolidées, établis en accord avec les principes comptables et les réglementations de leur pays respectifs, font l'objet de retraitements pour se conformer aux principes comptables du groupe.

Les comptes consolidés respectent les principes suivants :

- Maintien des coûts historiques,
- Continuité d'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes.

I – 4 – 1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition. Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels	Linéaire	3 ans
- Droit au bail	Non amorti	
- Fonds de commerce	Non amorti	

Le droit au bail n'est pas amorti compte tenu de sa durée d'utilité non définie. Il fait en revanche l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indicateur de perte de valeur.

I – 4 – 2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués selon les normes permises par la législation fiscale et correspondent à la réalité économique. Le plan d'amortissement suivant est appliqué :

- Constructions	10 à 50 ans
- Agencements des constructions	5 à 30 ans
- Installations générales	5 à 8 ans
- Matériels et outillages industriels	4 à 8 ans
- Matériel et transport	3 ans
- Matériel de bureau	1 à 5 ans

I – 4 – 3. Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés, ainsi qu'un compte courant bloqué de 100 K€.

Par ailleurs, il comprend des titres de participation dans les sociétés non consolidées. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

I – 4 – 4. Stocks

Les stocks sont évalués de la manière suivante :

- Véhicules neufs : prix d'achat et cout de transport
- Véhicules d'occasion : prix de reprise
- Pièces détachées : coût unitaire moyen pondéré

Une dépréciation est calculée pour les véhicules en fonction de leur valeur possible de réalisation sur le marché.

Le stock de pièces détachées est provisionné en fonction de leur rotation.

La méthode de valorisation des stocks VN et VO du groupe conduit à retenir comme valeur d'inventaire la valeur de réalisation commerciale probable qui prend en compte :

- Les conditions de vente du stock jusqu'à la date d'arrêté des comptes,
- La côte Argus à la clôture de l'exercice, corrigée de la marge supplémentaire escomptée sur le véhicule

I – 4 – 5. Créances clients et comptes rattachés

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est pratiquée dès qu'apparaît une perte probable.

I – 4 – 6. Impôts différés

Conformément aux prescriptions du Règlement ANC 2020-01, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- De différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- De reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société, c'est à dire 25 %.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les positions d'impôts différés actives et passives sont compensées par entité fiscale.

I – 4 – 7. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur d'achat.

I – 4 – 8. Engagements pour indemnités de départ en retraite

Les engagements d'indemnités de départ en retraite au niveau du groupe sont couverts par le versement de cotisations à l'IRP AUTO. Le contrat d'assurance prévoit également le remboursement des charges sociales patronales afférentes à ce départ dans le cas où la demande de la retraite est à l'initiative du salarié.

I – 4 – 9. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel représente les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel, à des écritures comptables d'origine purement fiscale ou à un changement de méthode comptable dont l'impact sur le résultat résulte de l'application de règles fiscales.

II – Périmètre de consolidation

II – 1. Méthodes de consolidation :

Conformément à l'article L233.19 du nouveau Code de Commerce, les sociétés d'importance non significative sont exclues du périmètre de consolidation.

II – 2. Liste des sociétés consolidées :

1 – Société Consolidante

	Siège	N° Siret
SAS LGI	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	377 573 514 00017

2 – Intégration globale

	Siège	N° SIRET	% intérêts
SAS PERICAUD AUTOMOBILES	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	40302687500019	99.97 %
SAS ESPACE PERICAUD AUTOMOBILES	Rue Amédée Bollée 87000 Limoges	41884509500011	99.34 %
SAS PERICAUD	1 Rue Edouard Goursat 87280 Limoges	32068645400044	99.62 %
LEMOVICES HOLDING PARTICIPATIONS	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	82267856100017	80.00 %
SASU A.P.S. AUTOMOBILES	2 Rue Raymond Collart 86580 Biard	34920320800054	80.00 %
SASU E.T.S. AUTOMOBILES	19 Rue de Geneteau 79182 Chauray	50950461900032	80.00 %
SASU PERICAUD CHATELLERAULT	26 Avenue Pierre Pleignard 86100 Châtellerault	53126555100048	80.00 %
SAS PERICAUD MOBILITE	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	90863149200018	100.00 %
SASU PRESTIGE CARS	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	40322202900064	100.00 %

3 – Mise en équivalence

Néant

4– Sociétés non consolidées

Néant

III – Comparabilité des comptes et faits majeurs

III – 1. Acquisitions :

Néant

III – 2. Cessions et restructurations :

Néant

III – 3. Faits majeurs :

Néant

IV – Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

IV – 1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Libellé	2024	2025	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	180	245	31			34
Droit au bail	16	16				
Fonds commercial	(0)	(0)				
Ecart d'acquisition	4 255	4 163		(92)		
Immobilisations incorporelles	4 451	4 424	31	(92)		34
Terrains	656	656				
Agencements et aménagements de terrains	217	226	9			
Constructions	6 255	6 249	16	(21)		
Constructions sur sol d'autrui	34	34				
Installations techniques, matériel & outillage	2 615	2 820	255	(50)		
Autres immobilisations corporelles	2 364	2 775	409	(40)		42
Matériel de bureau	2 325	2 531	270	(117)		53
Matériel de transport	61	482	425	(3)		
Immobilisations corporelles en cours	151	31	8			(128)
Immobilisations corporelles	14 678	15 804	1 392	(232)		(34)
Total	19 129	20 229	1 424	(324)		(0)

Parmi les écarts d'acquisition, figurent les fonds de commerce ci-dessous :

Entreprises concernées	Date d'acquisition	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes
Péridaud Automobiles Land Rover Limoges	2001	115		115
Espace Péridaud Auto Saab Limoges	1998	9	4	4
Espace Péridaud Auto Mitsubishi Limoges	2006	76	36	40
Espace Péridaud Auto Subaru Limoges	2016	186	176	10
Espace Péridaud Auto Jeep Limoges	2018	45		45
Péridaud SAS Seat Skoda Limoges	1993	15		15
Péridaud SAS Seat Skoda Brive	2004	108		108
Péridaud SAS VW-Audi-VUL	2009	500		500
Péridaud SAS Seat Skoda Angoulême	2015	80		80
APS Ford Poitiers	2016	120		120
ETS Ford Niort	2016	292		292
Prestige Cars SASU Volvo Clermont-Ferrand	2024	152		152
Prestige Cars SASU Land Rover Clermont-Ferrand	2024	73		73
Total		1 771	216	1 555

Libellé	2024	2025	Dotation	Reprise	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(73)	(100)	(27)			
Amortissements des écarts d'acquisition	(479)	(535)	(55)			
Amortissements des immobilisations incorporelles	(552)	(634)	(82)			
Amort. sur agencements et aménagements de terrains	(154)	(166)	(12)			
Amortissements des constructions	(3 649)	(3 907)	(276)	19		
Amortissements des constructions sur sol d'autrui	(16)	(18)	(3)			
Amortissements install tech. matériel & outill.	(2 016)	(2 169)	(202)	50		
Amortissements des autres immobilisations corp.	(1 048)	(1 281)	(267)	34		
Amortissements du matériel de bureau	(1 742)	(1 847)	(221)	117		
Amortissements du matériel de transport	(48)	(94)	(49)	3		
Amortissements des immobilisations corporelles	(8 674)	(9 482)	(1 031)	223		
Amortissements sur actif immobilisé	(9 226)	(10 116)	(1 113)	223		

IV – 2. Immobilisations financières :

Libellé	2024	2025	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	0	0				
Créances rattachées à des participations - courant	100	100				
Intérêts courus sur créances et prêts	6	1	1	(6)		
Titres immobilisés (non courants)	17	18	0			
Prêts		5	5			
Dépôts et cautionnements versés	540	540	2	(1)		
Autres créances immobilisées	3	3				
Immobilisations financières	667	668	8	(7)		
Titres mis en équivalence						
Actifs financiers	667	668	8	(7)		

Les créances rattachées à des participations correspondent à un compte courant bloqué de 100 k€.

Aucune dépréciation n'est constatée sur les immobilisations financières.

IV – 3. Stocks :

Libellé	2025			2024		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
En-cours de biens	370		370	244		244
En-cours de services	31		31	54		54
Produits intermédiaires finis	118		118	134		134
Stocks de marchandises	48 795	(1 873)	46 922	61 050	(2 306)	58 744
Stocks et en-cours	49 314	(1 873)	47 440	61 482	(2 306)	59 176

IV – 4. Créances :

Libellé	2025			2024		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés part < 1 an	8 262	(133)	8 130	9 328	(132)	9 196
Clients et comptes rattachés	8 262	(133)	8 130	9 328	(132)	9 196
Avances et acomptes versés sur commandes	280		280	100		100
Créances sur personnel & org. Sociaux part < 1 an	28		28	42		42
Impôts différés - actif	70		70	82		82
Créances fiscales hors IS part < 1 an	858		858	445		445
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1 an	323		323	322		322
Comptes courants part < 1 an	17		17	11		11
Autres créances part < 1 an	5 410		5 410	6 250		6 250
Compte d'ajustement (intragroupe bas de bilan)	0		0	0		0
Charges constatées d'avance part < 1 an	1 021		1 021	884		884
Autres créances et comptes de régularisation	8 006		8 006	8 135		8 135
Clients et autres créances	16 268	(133)	16 136	17 463	(132)	17 331

Les créances clients ayant une échéance supérieure à 1 an s'élèvent à 50 k€. Parmi les autres créances, 122 k€ de créances sur l'Etat (impôt sur les bénéfices) présente une échéance supérieure à 1 an.

IV – 5. Capitaux propres :

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (Part de Groupe)							Minoritaires
en K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres Total Autres	Total des capitaux propres	
Situation à la clôture 2020	300	518	7 443	180	0	8 440	180
Autre			100			100	
Résultat 2020			180	-180		0	
Résultat 2021				1 093		1 093	60
Subvention d'investissement					26	26	
Couverture minoritaires négatifs			-96			-96	96
Distributions						0	
Situation à la clôture 2021	300	518	7 626	1 093	26	9 562	336
Autre			-1			-1	1
Résultat 2021			1 093	-1 093		0	
Résultat 2022				935		935	47
Subvention d'investissement					39	39	
Distributions			-150			-150	
Situation à la clôture 2022	300	518	8 568	935	65	10 385	384
Résultat 2022			935	-935		0	
Résultat 2023				1 251		1 251	90
Subvention d'investissement					-15	-15	
Distributions			-150			-150	
Situation à la clôture 2023	300	518	9 354	1 251	50	11 471	474
Autre			14			14	
Résultat 2023			1 251	-1 251		0	
Résultat 2024				966		966	27
Subvention d'investissement					6	6	
Distributions			-150			-150	
Situation à la clôture 2024	300	518	10 469	966	56	12 307	502
Autre						0	
Résultat 2024			966	-966		0	
Résultat 2025				-1 146		-1 146	-5
Subvention d'investissement					-18	-18	
Distributions						0	
Situation à la clôture 2025	300	518	11 435	-1 146	37	11 143	496

IV – 6. Provisions pour risques et charges :

Libellé	2024	2025	Dotation	Reprise	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour garanties > 1 an	7	11	11	(7)		
Provisions	7	11	11	(7)		

IV- 7. Dettes financières :

Libellé	2024	2025	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	13 804	11 341	125	(2 589)			
Autres emprunts et dettes assimilées - non courant	8 320	8 256	7 055	(7 120)			
Intérêts courus sur emprunts	11	15	15	(11)			
Concours bancaires (trésorerie passive)	2 860	5 472					2 612
Dettes financières	24 995	25 083	7 195	(9 720)			2 612

Libellé	2025	< 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	11 355	2 771	6 312	2 272
Autres emprunts et dettes assimilées - part > 1 an	8 256	474	7 781	
Concours bancaires (trésorerie passive)	5 472	5 472		
Concours bancaires (dettes)				
Dettes financières	25 083	8 717	14 093	2 272

En 2020, nos filiales ont également souscrit des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour un montant total de 6.000 k€ auprès de leurs partenaires bancaires, dont les premières échéances de remboursement ont débuté en mai 2021. Au 31 décembre 2025, le solde restant dû sur les PGE s'élèvent à 253 k€.

En décembre 2023, nos filiales ont souscrit deux nouveaux prêts garantis par l'Etat (dit « PGE résilience ») pour un montant total de 4.000 k€ auprès de leurs partenaires bancaires. Au 31 décembre 2025, le solde restant dû sur ces PGE s'élèvent à 4.046 k€, dont 3.083 k€ à plus d'un an. (4 000 k€ + 46 k€ d'intérêts non prélevés rajoutés au solde dû).

Au 31 décembre 2025, le solde restant dû au titre de toutes les avances consenties par notre pétrolier s'élève à 1.200 k€, dont 726 k€ à plus d'un an.

IV- 8. Dettes d'exploitation :

Libellé	2024	2025
Dettes fournisseurs - courant	43 328	30 089
Dettes fournisseurs	43 328	30 089
Avances, acomptes reçus sur commandes	1 219	1 256
Dettes sociales - courant	2 561	2 534
Dettes fiscales (hors IS) - courant	2 255	3 175
Impôts différés - passif		3
Etat - impôts sur les bénéfices - courant	68	
Comptes courants groupe - courant	707	582
Autres dettes - courant	478	730
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	4	
Produits constatés d'avance - courant	61	121
Autres dettes et comptes de régularisation	7 353	8 401
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	50 682	38 489

IV- 9. Contribution au résultat par société :

Catégorie d'engagement	LGI	Péridaud Auto.	Espace Péridaud	Péridaud SAS	LHP	APS	ETS	Font	Péridaud Mobilité	Prestige Cars	TOTAL
Résultat social											
avant retraitements	-62	209	-388	-543	98	-139	119	18	-20	82	-625
(-) Dot Amort/Fds de cce				-19							-19
(+/-) Var Marge/stock											0
(+/-) Provisions/stock											0
(+/-) Var prov IDR											0
(+) ECP											0
(-) ECA											0
(+) Prov ecart de change											0
(+/-) Retraitement Crédit bail											0
(+/-) Var IS de situation											0
(+/-) Var IS différé	-3	-6		2		0	0		-3	-5	-15
Distributions intra-groupe/ex	-400				-100						-500
Autres	11								12	-15	8
Total des retraitements	-392	-6	0	-17	-100	0	0	0	9	-20	-527
Résultat retraité	-453	203	-388	-560	-2	-139	119	18	-11	62	-1 152
Intérêts minoritaires/stés en IG	0	0	-3	-2	0	-28	24	4	0	0	-5
Intég proport /MEE (QP exclue)											0
(-) Amort/écart d'acqu. positifs											0
(+) Rep/ecart d'acquisition négatif											0
Résultat consolidé	-453	203	-386	-558	-2	-111	95	15	-11	62	-1 146
Groupe											
Rappel Résultat	-20	494	-206	4	-11	-64	212	-23	-1	582	966
consolidé Groupe N-1											

IV- 9. Contribution au résultat par société :

Catégorie d'engagement	LGI	Péridaud Auto.	Espace Péridaud	Péridaud SAS	LHP	APS	ETS	Font	Péridaud Mobilité	Prestige Cars	TOTAL
Résultat social avant retraitements	-62	209	-388	-543	98	-139	119	18	-20	82	-625
(-) Dot Amort/Fds de cce				-19							-19
(+/-) Var Marge/stock											0
(+/-) Provisions/stock											0
(+/-) Var prov IDR											0
(+) ECP											0
(-) ECA											0
(+) Prov ecart de change											0
(+/-) Retraitement Crédit bail											0
(+/-) Var IS de situation											0
(+/-) Var IS différé	-3	-6		2		0	0		-3	-5	-15
Distributions intra-groupe/ex	-400				-100						-500
Autres	11								12	-15	8
Total des retraitements	-392	-6	0	-17	-100	0	0	0	9	-20	-527
Résultat retraité	-453	203	-388	-560	-2	-139	119	18	-11	62	-1 152
Intérêts minoritaires/stès en IG	0	0	-3	-2	0	-28	24	4	0	0	-5
Intég proport /MEE (QP exclue)											0
(-) Amort/écart d'acqu positifs											0
(+) Rep/ecart d'acquisition négat.f											0
Résultat consolidé Groupe	-453	203	-388	-558	-2	-111	95	15	-11	62	-1 146
Rappel Résultat consolidé Groupe N-1	-20	494	-206	4	-11	-64	212	-23	-1	582	966

IV- 10. Chiffre d'affaires consolidé :

La société exerce dans un seul secteur d'activité : ventes au détail, en France quasiment exclusivement, de véhicules neufs, d'occasion, de pièces détachées, d'huile et de réparations de véhicules.

Le chiffre d'affaires consolidé 2025 s'élève à 171.530 k€, soit une progression de 8.197 k€ par rapport à 2024.

IV- 10. Effectif :

Effectif moyen	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	59	59
Agents de maîtrise	79	66
Employés	73	61
Ouvriers	57	52
TOTAL	268	238

IV-11. Preuve d'impôt :

Libellé		2025.12
Résultat des entreprises intégrées		(1 152)
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE		88
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE		(1 239)
Taux d'impôt de l'entité consolidante		25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	25,0000%	310
Effets des différences de base		(68)
IS sur différences permanentes	DPERIS	(60)
Impôt différé sur déficit antérieur imputé & reporté en arrière	IX011ID	5
ID sur écritures manuelles non fiscalisées	ECRNFID	13
Effets des dispositions fiscales particulières		(135)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	R69800	16
Carry-back	R69900	106
Impôts diff. sur déficit imputé sur int fis (taux de l'entité)	IP53ID	(257)
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE		107
CHARGE D'IMPOT REELLE		107

Au 31/12/2025, le groupe dispose de 732 k€ de déficits fiscaux non activés soit une économie potentielle d'impôt de 183k€.

IV-12 : Résultat financier :

Libellé	2025	2024
Autres produits financiers	2	7
Produits financiers	2	7

Libellé	2025	2024
Charges d'intérêts	(1 368)	(1 343)
Charges financières	(1 368)	(1 343)

IV-13. Résultat exceptionnel :

Libellé	2025	2024
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		4
Produits de cession d'immo. corp.		21
Subv. invest. virées au résuit, de l'ex.		16
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel		28
Produits exceptionnels		68

Libellé	2025	2024
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		(29)
VNC des immo. corp. cédées		(3)
Autres charges exceptionnelles		(28)
Charges exceptionnelles		(60)

V- Engagements hors bilan :

Dettes garanties par des suretes reelles	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeur comptables nettes des biens donnés en garantie
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit Pericaud Auto	234	1 020	450
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit LGI	2 495	2 728	2 386
	2 729	3 748	2 836

Engagements de reprise	Montant
Engagements de reprise sur véhicules financés par Volkswagen Bank - Pericaud SAS	15 004

IV- 10. Chiffre d'affaires consolidé :

La société exerce dans un seul secteur d'activité : ventes au détail, en France quasiment exclusivement, de véhicules neufs, d'occasion, de pièces détachées, d'huile et de réparations de véhicules.

Le chiffre d'affaires consolidé 2025 s'élève à 171.530 k€, soit une progression de 8.197 k€ par rapport à 2024.

IV- 10. Effectif :

Effectif moyen	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	59	59
Agents de maîtrise	79	66
Employés	73	61
Ouvriers	57	52
TOTAL	268	238

IV-11. Preuve d'impôt :

Libellé	2025.12
Résultat des entreprises intégrées	(1 152)
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	88
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	(1 239)
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	25,0000% 310
Effets des différences de base	(68)
IS sur différences permanentes	DPERIS (60)
Impôt différé sur déficit antérieur imputé & reporté en arrière	IX011ID 5
ID sur écritures manuelles non fiscalisées	ECRNFID 13
Effets des dispositions fiscales particulières	(135)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	R69800 16
Carry-back	R69900 106
Impôts diff. sur déficit imputé sur int fis. (taux de l'entité)	IP53ID (257)
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	107
CHARGE D'IMPOT REELLE	107

Au 31/12/2025, le groupe dispose de 732 k€ de déficits fiscaux non activés soit une économie potentielle d'impôt de 183k€.

IV-12 : Résultat financier :

Libellé	2025	2024
Autres produits financiers	2	7
Produits financiers	2	7

Libellé	2025	2024
Charges d'intérêts	(1 368)	(1 343)
Charges financières	(1 368)	(1 343)

IV-13. Résultat exceptionnel :

Libellé	2025	2024
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		4
Produits de cession d'immo. corp.		21
Subv. invest. virées au résuit, de l'ex.		16
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel		28
Produits exceptionnels		68

Libellé	2025	2024
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		(29)
VNC des immo. corp. cédées		(3)
Autres charges exceptionnelles		(28)
Charges exceptionnelles		(60)

V- Engagements hors bilan :

Dettes garanties par des suretes reelles	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeur comptables nettes des biens donnés en garantie
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit Pericaud Auto	234	1 020	450
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit LGI	2 495	2 728	2 386
	2 729	3 748	2 836

Engagements de reprise	Montant
Engagements de reprise sur véhicules financés par Volkswagen Bank - Pericaud SAS	15 004

LIMOUSINE DE GESTION ET D'INVESTISSEMENT
Société par actions simplifiée
au capital de 300 000 euros
Siège social : 123, rue de Feytiat, 87000 LIMOGES
377 573 514 RCS LIMOGES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 30 JUIN 2026

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élevant à -61 705 euros de la manière suivante :

Perte de l'exercice : -61 705 euros

Imputation au compte « autres réserves » -61 705 euros

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2022 :

150 000 euros, soit 54,33 euros par titre
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 150 000 euros

Exercice clos le 31 décembre 2023 :

150 000 euros, soit 54,33 euros par titre
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 150 000 euros

Exercice clos le 31 décembre 2024 : Néant

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 30 juin 2026

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.



Certifié conforme
Le Président
Jean-Pierre PERICAUD